

DECLARATION DU GOUVERNEMENT DU BURUNDI

Comme le monde le sait déjà, dans la nuit du 20 au 21 Octobre 1993, des militaires tribaloterroristes ont renversé toutes les institutions démocratiquement mises en place au Burundi, à l'issue des élections libres et démocratiques de Juin 1993.

Depuis ce 21 Octobre 1993, ces putchistes viennent encore une fois de se moquer du peuple burundais en lui collant comme président le nommé NOEZE François, homme le plus HONNI par le peuple burundais pour s'être toujours illustré de par son passé obscur et peu louable et son comportement antidémocratique.

Nous avons aussi appris comme peut-être beaucoup d'autres que le tout premier président démocratiquement élu, son Excellence NDADAYE Malchior, le président de l'Assemblée Nationale M. KARIBWAMI Pontien, et d'autres membres du gouvernement auraient été déjà froidement exécutés.

Nous venons par ailleurs d'apprendre que ces putchistes tribaloterroristes ont commencé la chasse à l'homme, arrêtant des personnalités HUTU qu'ils conduisent à des lieux inconnus.

Pour nous cette tragique situation est claire. Il s'agit bel et bien des mêmes opérations de génocide perpétrées contre le peuple Burundais depuis les années 1965, 1969, 1972, 1988 et 1991. Le monde et le peuple Burundais a toujours assisté impuissant à ces massacres.

En cette fin du 20ème siècle, au moment où le monde entier s'est juré de préserver la vie humaine, les droits de l'Homme et la démocratie, acceptera-t-il encore une fois, ces agissements barbares et rétrogrades.

Nous lançons un vibrant appel :

- 1) au peuple burundais, pour qu'il résiste avec toute sa force à ce mouvement sanguinaire.
- 2) Au monde entier, en premier lieu les pays voisins du Burundi et les amis du Burundi et à tous ceux qui luttent pour les droits de l'Homme et la Démocratie, qu'ils se lèvent tous unanimement pour :

- désapprouver ces putchistes tribaloterroristes et leurs sbires,
- d'intervenir le plus rapidement possible pour protéger les vies humaines des membres du gouvernement et de leurs familles qui sont en core en vie, et de toute la population burundaise,

- de saisir le Conseil de sécurité des Nations Unies dans les plus brefs délais pour dépêcher au Burundi une force de dissuasion; afin

- . d'arrêter ces massacres,
- . et de rétablir dans leur droit les institutions mises en place démocratiquement.

QUE VIVE LA LUTTE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LA DEMOCRATIE

Kigali, le 22 octobre 1993.

Docteur Jean MINANI,
Ministre de la Santé Publique,
Représentant du Gouvernement du Burundi à l'Etranger.

PS Nous venons d'apprendre à cette heure-ci à 11H00 que le Génocide a déjà commencé partout dans le pays et plus particulièrement dans tout le nord du pays où des militaires arrivent sur des collines embarquent dans leurs camions toutes les familles TUTSI pour qu'ils les extraient soit disant de la colère des Hutu, puis reviennent et massacrent à l'aise des populations HUTU restées sur la place. La situation devient de plus en plus chaotique et presage un véritable carnage.

A L'ATTENTION DE SON EXCELLENCE LE SECRETAIRE GENERAL
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES





DECLARATION N°5

Le monde entier assiste depuis 1965, 1969 et particulièrement en 1972, 1988 et 1991 au génocide de tout un peuple, les bras croisés.

Pendant toutes ces années sombres de l'Histoire du Burundi, des centaines de milliers de personnes à très grande majorité Hutu ont été massacrées, laissant plusieurs centaines de milliers d'orphelins.

Depuis la nuit du 20 au 21 octobre 1993, usant d'un coup de force sauvage, les mêmes forces armées usent de leurs armes meurtrières, égorgent et tuent des femmes, des hommes et des enfants sans avoir peur du monde qui les observe.

A l'heure où je lance ce communiqué, ces militaires burundais, malgré la réprobation internationale unanime de leur putsch et de leurs ignobles actions, entrent dans les écoles, dans les hôpitaux et dans toutes les habitations, embarquent dans leurs camions toutes les familles tutsi qu'ils mettent à l'abri d'abord, puis reviennent et tirent sur tout ce qui bouge: des femmes, des hommes et des enfants. En témoignent les déclarations des plus de Cent mille (100.000,-) personnes qui sont parvenus à échapper à ce carnage et qui ont pu atteindre les frontières rwandaises.

Pendant combien de temps, le monde, la communauté internationale, va-t-il encore attendre pour arrêter ce génocide?

Je lance encore une fois un appel vibrant aux amis, à toute la communauté internationale, à tous les défenseurs des droits de l'Homme, afin de tout faire pour arrêter immédiatement ce génocide et enfin juger ces criminels.

Le Représentant du Gouvernement
Légal du Burundi

Dr. MINANI Jean